

“L’évolution de l’électorat rend possible la victoire de Marine Le Pen à la présidentielle”

9.9.2026 - | Université de Montpellier

À huit mois du scrutin, les sondages donnent Marine Le Pen victorieuse en 2027, quel que soit son adversaire au second tour.

- **Pour Jean-Yves Dormagen, politiste et fondateur de l’institut Cluster 17, le front républicain est désactivé.**
- **La dynamique des partis d’extrême droite touche tous les pays occidentaux. Que montrent les études de sociologie électorale sur ce phénomène difficile à cerner ?**

Jean-Yves Dormagen, *Université de Montpellier*

The Conversation : Les derniers sondages publiés donnent Marine Le Pen gagnante au second tour de la présidentielle de 2027, quel que soit le candidat qui l’affronte. Est-ce nouveau ?

Jean-Yves Dormagen : Oui, c’est la première fois dans l’histoire électorale française que le Rassemblement national est donné gagnant dans les sondages. La question de départ de la campagne est donc nouvelle : Marine Le Pen peut-elle perdre ? Si le rapport de force actuel se confirme, elle sera élue présidente de la République. En 2022, Emmanuel Macron semblait difficilement battable, nous avons changé de nature d’élection.

Bien évidemment, les sondages ne donnent pas la vérité du second tour qui aura lieu le 2 mai 2027. En huit mois, le contexte va changer, une campagne aura lieu. Il peut se passer beaucoup de choses et la perception des candidats peut évoluer. Ces sondages n’indiquent que l’état de l’opinion aujourd’hui, mais ils permettent de poser en quelque sorte les termes de l’équation électorale, et il est important de se rendre compte de ce qui a évolué.

Le RN était, jusqu’à présent, l’objet d’un veto majoritaire. Quel que soit le candidat opposé au Rassemblement national, une majorité d’électeurs exerçait par principe un vote de barrage contre le RN. Aujourd’hui, ce barrage n’existe plus selon nos études : le front républicain n’est plus actif.

Pourtant, beaucoup ont du mal à croire à cette possible victoire...

J.-Y. D. : La victoire de Marine Le Pen est difficile à croire pour certains analystes ou citoyens. Sans doute déjà parce qu’ils n’ont pas envie d’y croire, pour se rassurer, et parce que le FN, puis le RN a toujours perdu la présidentielle depuis plus de quarante ans.

Il y a toujours cette idée que, au dernier moment, s’exercera un vote de barrage, et qu’une majorité d’électeurs le rejettera. J’entends cela très régulièrement. Mais ce raisonnement relève plus de la pensée magique que de la réalité des chiffres désormais.

En effet, dans les études que nous produisons régulièrement, on constate une évolution qui peut se révéler décisive : Marine Le Pen est désormais moins rejetée que tous ses concurrents. Ce rejet est certes très proche, mais il est moindre que ceux d’Édouard Philippe, de Raphaël Glucksmann ou de Gabriel Attal ; Jean-Luc Mélenchon, lui, est plus rejeté que les autres. En gros, un électeur sur deux déclare qu’il est impossible de voter pour elle, mais un peu plus d’un électeur sur deux déclare qu’il est impossible de voter pour l’un de ses concurrents.

Ainsi, les candidats macronistes font l'objet d'un rejet très fort, non seulement des électeurs de droite nationaliste, mais aussi d'une partie de l'électorat traditionnel de la droite et, bien sûr, d'une partie significative de la gauche. Dans tous ces électorats, les reports de voix pour Édouard Philippe ou Gabriel Attal sont très mauvais face à Marine Le Pen.

De l'autre côté du spectre, beaucoup d'électeurs de gauche modérée déclarent voter blanc ou nul si Jean-Luc Mélenchon arrive au second tour face à Marine Le Pen. Quand on teste un second tour entre Raphaël Glucksmann et Marine Le Pen, plus de la moitié des électeurs de Jean-Luc Mélenchon déclarent s'abstenir.

Tous ces rejets croisés rendent la victoire du RN très crédible. C'est donc l'évolution de ces niveaux de rejet et, plus globalement, des reports de voix entre électorats qu'il faudra suivre, car c'est la clé de cette présidentielle.

Comment explique-t-on la progression spectaculaire du RN ces dernières années ?

J.-Y. D. : L'électorat de droite traditionnel s'est droitisé, et c'est lui qui alimente l'essentiel de la progression du RN depuis quatre ans. Sur le terrain des valeurs, sur les questions migratoires, d'autorité, d'identité, il s'est rapproché du Rassemblement national. Globalement, les études montrent une société française qui se radicalise et se polarise. Il y a une droitisation de la droite et une gauchisation de la gauche.

À partir de 2022, le RN a franchi un palier et ses gains électoraux se sont faits essentiellement sur des électeurs qui, jusque-là, votaient pour Les Républicains, ceux qui, en 2007 ou en 2012, avaient voté pour Nicolas Sarkozy.

Le durcissement des électeurs conservateurs a ainsi rencontré la stratégie de normalisation du Rassemblement national : des électeurs de plus en plus conservateurs ont rencontré une offre qui cherchait à les séduire à travers la « stratégie de la cravate ».

Cette dynamique est en partie amplifiée par les médias Bolloré, les réseaux sociaux, mais de nombreux autres facteurs jouent. À gauche, on observe le même phénomène avec une fraction de l'électorat qui est de plus en plus progressiste sur les valeurs et les questions d'identité. Mais Jean-Luc Mélenchon n'a pas adopté une stratégie de normalisation : il a au contraire choisi de cliver, au prix d'un fort rejet des électorats voisins ou plus éloignés.

L'extrême droite est également très dynamique aux États-Unis, en Allemagne et dans de nombreux pays occidentaux. Quels facteurs structurants l'expliquent ?

J.-Y. D. : Les thèmes qui sont mis en avant par les partis d'extrême droite, en Europe ou aux États-Unis, sont proches, alors que les contextes diffèrent. L'élection de Donald Trump en 2016 se fait principalement sur des enjeux identitaires et raciaux.

Une question posée aux électeurs résumait quasiment l'équation électorale à l'époque : « Considérez-vous que les Noirs sont plus pauvres parce qu'ils sont stigmatisés ou parce qu'ils ne travaillent pas assez ? » Selon la réponse, on pouvait à peu près prédire un vote démocrate ou républicain... J'ai fait des analyses statistiques sur les États-Unis en 2024 et, contrairement à ce qui a été avancé, le pouvoir d'achat a très peu joué sur le vote. Les questions liées aux groupes raciaux et à l'opinion portée sur ces groupes furent de loin les plus explicatives du vote.

Les électeurs de Trump s'identifient comme blancs et considèrent que les Blancs sont menacés, moins bien traités, défavorisés, etc. En France, on retrouve cette logique, avec des catégories et des expressions différentes. Chez nous, le rapport à l'islam et aux frontières fonctionne un peu comme

un équivalent des clivages raciaux aux États-Unis. On observe les mêmes logiques avec l'AfD qui défend une Allemagne des origines, ou en Grande-Bretagne. En Argentine, le vote pour Javier Milei est, lui aussi, un vote ultraconservateur fortement corrélé, par exemple, au rejet des droits des populations autochtones...

In fine, des groupes minoritaires, perçus comme marginaux, porteurs de dangers ou de menaces, cristallisent des projections identitaires. Aujourd'hui, le narratif dominant est de dire que ces minorités sont « injustement privilégiées », les électeurs conservateurs refusant de « payer pour les autres », les Noirs aux États-Unis, ou les immigrés « profitant des aides sociales » en France. D'où le succès du thème du « grand remplacement », qui présente l'autre comme un envahisseur. C'est l'autre qui vient « coloniser », imposer ses normes, ses pratiques, ses règles, ses choix, dans une inversion du paradigme colonial.

Mais quel est le carburant de cette crispation identitaire ? Est-ce la conséquence d'une mondialisation libérale qui a fragilisé les vieux pays industriels ?

J.-Y. D. : Je suis prudent avec un certain nombre d'explications économiques. Quand on analyse le vote pour les partis conservateurs, en Europe comme aux États-Unis, on a du mal à identifier des facteurs socio-économiques bien marqués, de type revenu, chômage, accès à la propriété privée. Cela ne colle pas avec les enquêtes, car toutes les tranches de revenus ou presque sont représentées dans ces électeurs. La seule donnée sociologique qui fonctionne plutôt bien, c'est le diplôme : les électeurs qui votent à l'extrême droite sont moins diplômés en moyenne. Ce qui s'explique par le fait que les études et le capital culturel augmentent les probabilités d'être progressiste sur le plan des valeurs.

Je pense qu'il faut plutôt chercher du côté des transformations vécues par les sociétés occidentales depuis deux générations. Transformations techniques, transformations de l'organisation sociale, urbanisation, changement des populations, des normes sociales, des modes de vie. Les transformations de la famille, la normalisation de l'homosexualité ou de l'homoparentalité, l'émergence de société multiculturelle modifient profondément les sociétés. La poussée conservatrice et ultraconservatrice est alimentée par une réaction à tous ces changements. Elle est nourrie par une dynamique que l'on peut justement qualifier de réactionnaire. D'ailleurs, elle se réfère en général à un passé très largement idéalisé, comme dans le clip de campagne d'Éric Zemmour en 2022, où l'on voyait des images de la France des années 1960, avec un couple traditionnel blanc et sa poussette. Le « C'était mieux avant » est omniprésent dans tous ces mouvements, il est le ciment de ces coalitions.

Quelles conditions permettraient malgré tout à l'un des concurrents de Marine Le Pen de l'emporter en mai 2027 ?

J.-Y. D. : Marine Le Pen peut encore perdre. Mais elle ne perdra probablement pas par la simple réactivation automatique d'un front républicain déjà constitué. À ce stade, ce front n'existe plus comme une majorité prête à l'emploi.

Sa première vulnérabilité tient au cadrage de la campagne. Les thèmes de l'immigration, de l'identité et de l'autorité unifient son électorat. Une campagne davantage centrée sur l'Europe, la guerre, la crédibilité économique, les retraites ou le fonctionnement des institutions ferait apparaître des divisions plus fortes entre le cœur souverainiste et rupturiste de son camp et les électeurs plus attachés à la stabilité qu'elle doit conquérir pour gagner.

La deuxième condition serait l'émergence d'un concurrent crédible à droite, ou d'un adversaire capable de rassembler simultanément une partie de la gauche, le centre et la droite traditionnelle.

Aucun des candidats testés ne réalise aujourd'hui cette synthèse. Mais le duel mesuré à 52-48 montre qu'un rapport de force serré peut être inversé par quelques points de mobilisation ou de transfert.

Enfin, la normalisation du RN reste incomplète. Marine Le Pen n'est plus davantage rejetée que ses concurrents, mais elle demeure associée, dans une partie de l'électorat, au risque institutionnel et autoritaire. Une campagne qui réactiverait fortement ce doute sur sa capacité à gouverner pourrait reconstruire un vote de moindre mal contre elle. Sa victoire est aujourd'hui crédible ; elle n'est pas acquise.

Propos recueillis par David Bornstein.

Jean-Yves Dormagen, Professeur de Science politique, *Université de Montpellier*

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

<https://www.umontpellier.fr/articles/levolution-de-lelectorat-rend-possible-la-victoire-de-marine-le-pen-a-la-presidentielle>